

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

L'an deux mille dix-neuf, le trente-et-un juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf, en session ordinaire à Minzac sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 19 juin 2019

Présents : Patrice CAIGNARD, Maryse BRAIT, Michel FRICHOU, Sylvie CROSOIR, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Jean-Thierry LANSADÉ, Jean-Luc FAVRETTO, Christophe MARCETEAU, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Thierry HÉRITIER, Éric REY, Annie MAIGRE, Thierry BOIDÉ, Yveline TESSONNEAU, Gérard BONNAMY, Jocelyne ARSIGNY, Colette GALERI, Didier FOURCAUD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Magalie LEPLET

Pouvoirs : Hélène DENOST à Thierry BOIDÉ, Karine LEY à Christian GALLOT, Bernard GOYER à Yveline TESSONNEAU, Philippe FAYET à Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Annie MAIGRE

Membres en exercice : 31 Présents : 24 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN RENFORCÉ DANS LES COMMUNES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUITE A LA MISE EN PLACE DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL**

Vu les statuts de la Communauté de Communes et la mise en place du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;

Vu la délibération du 27 septembre 2018 approuvant le PLUi sur le territoire de la Communauté de Communes de Montaigne Montravel et Gurson ;

Vu la délibération n° DE19-001 du 10 janvier 2019 instaurant le Droit de Prémption Urbain dans les communes de la Communauté de Communes suite à la mise en place du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 qui modifie certains éléments de compétences exercées par les EPCI en matière de documents d'urbanisme et de Droit de Prémption Urbain (DPU) ;

Vu l'article L211-2 du code de l'urbanisme qui dispose que lorsque l'EPCI est compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme, cet établissement est compétent de plein droit en matière de DPU ;

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

Vu l'article L213-3 du code de l'urbanisme qui permet au titulaire du DPU de déléguer son droit à une collectivité locale y ayant vocation sachant que cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien ;

Vu l'article L210-1 du code de l'urbanisme qui précise que le droit de préemption institué est exercé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations répondant aux objets définis à l'article L. 300-1 (à l'exception de ceux visant à sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels), ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement ;

Vu l'article L5211-9 du CGCT qui permet au président de l'EPCI chargé d'exercer, au nom de l'établissement, les droits de préemption dont celui-ci est délégataire, de déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixe l'organe délibérant de l'établissement.

Vu la spécificité de l'habitat de notre territoire et pour tenir compte des objectifs du PADD.

Ayant entendu l'exposé du Président, et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** d'instituer le DPU Renforcé sur l'ensemble des communes de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson sur l'ensemble des zones :
  - o urbaines (zones U),
  - o à urbaniser (zones AU).

et que l'ensemble des mutations énumérées dans l'article L211-4 du code de l'urbanisme y seront soumises.

- **S'ENGAGE** à respecter l'avis des communes concernées.
- **DONNE DÉLÉGATION** de l'exercice de ce droit à Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Montaigne Montravel et Gurson.
- **PRÉCISE** que le nouveau DPU Renforcé entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, soit le jour où toutes les mesures de publicité et d'affichage auront été faites. Cette délibération fera l'objet d'un affichage en mairie de chaque commune de la Communauté de Communes, au siège de la Communauté de Communes à Vélignes, au bureau de la Communauté de Communes à Villefranche de Lonchat durant un mois et d'une parution dans deux journaux (article R211-2).

Le Président  
Thierry BOIDÉ

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

L'an deux mille dix-neuf, le trente-et-un juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf, en session ordinaire à Minzac sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 19 juin 2019

Présents : Patrice CAIGNARD, Maryse BRAIT, Michel FRICHOU, Sylvie CROSOIR, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Jean-Thierry LANSADE, Jean-Luc FAVRETTO, Christophe MARCETEAU, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Thierry HÉRITIER, Éric REY, Annie MAIGRE, Thierry BOIDÉ, Yveline TESSONNEAU, Gérard BONNAMY, Jocelyne ARSIGNY, Colette GALERI, Didier FOURCAUD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Magalie LEPLET

Pouvoirs : Hélène DENOST à Thierry BOIDÉ, Karine LEY à Christian GALLOT, Bernard GOYER à Yveline TESSONNEAU, Philippe FAYET à Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Annie MAIGRE

Membres en exercice : 31 Présents : 24 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : PARTICIPATION A LA PHASE 2 DE L'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE DE LA DORDOGNE - SYNDICAT MIXTE PÉRIGORD NUMÉRIQUE**

La Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson, membre du Syndicat Mixte Périgord Numérique (SMPN) participe à l'aménagement numérique territoire, comme l'ensemble des intercommunalités de la Dordogne.

**Le SMPN a pour vocation la construction du réseau Très Haut Débit (THD) sur le territoire de la Dordogne.**

Sur la base des objectifs inscrits au plan pluriannuel d'investissement définis dans la première version du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (2014) :

- Assurer à terme la couverture totale FTTH du territoire périgourdin avec le déploiement d'un réseau 100% FTTH sur tout le territoire de la Dordogne en 3 phases de 6 ans,
- Assurer le développement du THD grâce à un mix technologique FTTH et MED,
- Déployer une logique d'aménagement numérique du territoire, indispensable au développement, notamment pour répondre à court terme aux besoins urgents des acteurs locaux (entreprises, tourisme, services publics, éducation, santé...),
- Prolongement des initiatives publiques déjà prises sur le territoire (92 NRA-ZO départementaux et 2 NRA-ZO communaux),
- Réseau C@P Connexion (Agglomération de Périgueux) : raccordement en fibre de 22 NRA, ~ 50 sites publics et privés,
- Aide à l'équipement pour l'inclusion numérique,
- Assurer une veille sur les technologies en développement.

## ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME

Aujourd'hui, **les travaux de Montée en Débit (MeD) s'achèvent**. Ces travaux ont consisté à opticaliser les 92 Nœuds de Raccordements Abonnés-Zone d'Ombre (NRA-ZO) départementaux et à construire 118 Points de Raccordements Mutualisés (PRM), soit au total **210 opérations de MeD**.

**La construction du réseau public de fibre optique est en cours**. Les premières plaques sont en cours de déploiement, les premiers Nœuds de Raccordement Optique ont été installés dès la fin de l'année 2018. **Fin 2019, ce seront plus de 86 communes qui seront concernées soit par les études soit par les travaux et la phase 1 sera complètement déployée en 2021.**

Concernant les entreprises de Dordogne qui ont des besoins de connectivité évidents, qui varient selon leur taille, leur activité, leurs moyens financiers et le territoire sur lequel elles sont installées. Mais ces besoins sont complexes et diffèrent des solutions habituellement proposées pour les particuliers. Répondre à ces attentes est indispensable au maintien des bassins d'emploi sur les territoires. C'est aussi une condition de leur développement. **Le plan Périgord Numérique entreprises est en plein essor avec plus de 50 entreprises suivies.**

Le réseau Cap Connexion a été transmis au SMPN.

En conséquence, **il s'agit de préparer et d'engager sans attendre l'après phase 1**. En effet, le SDTAN prévoyait deux phases de 6 ans, les phases 2 et 3 dont les contenus techniques et financiers n'étaient définis que dans les grandes lignes.

**Aussi, face à la nécessité d'assurer très vite du haut et très haut débit pour tous, le SDTAN a fait l'objet d'une révision majeure présentée lors de la réunion du Conseil Départemental du 29 mars 2019 avec pour objectif d'accélérer les déploiements et d'assurer une couverture intégrale du territoire en Très Haut Débit (THD) d'ici fin 2025.**

**Le nouveau SDTAN traduit des choix politiques très forts :**

- 1. Un réseau 100% public,**
- 2. Le tout FTTH (100% FTTH),**
- 3. Le raccordement des entreprises (100% des entreprises raccordées),**
- 4. Un chantier réduit à 4 ans, soit pour tous et partout en 2025.**

Ainsi, l'objectif de cette révision du STDAN est d'assurer une couverture intégrale du territoire en très haut débit d'ici 2025, en mobilisant à la fois les crédits nécessaires dans **le cadre d'un grand emprunt pour la modernisation et l'attractivité du Périgord**, et les aides des contributeurs qui seront identiques en volume aux prévisions financières posées dans la SDTAN, mais agrégées sur une échelle temporelle réduite.

### ➤ **UN RÉSEAU 100% PUBLIC : UNE GARANTIE D'ÉGAL ACCÈS DE TOUS AU TRÈS HAUT DÉBIT**

Depuis, l'adoption du STDAN en 2014, l'écosystème du numérique connaît des évolutions à la fois marquées par des technologies et des process de plus en plus performants. Les stratégies des opérateurs sont fortement évolutives.

## ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME

En 2018, les stratégies des opérateurs ont évolué. Alors qu'ils avaient toujours montré un plus grand désintérêt pour les zones rurales, ils ont exprimé une volonté d'investir dans nos territoires. Cet investissement se limitant toutefois à laisser les prises les plus coûteuses et non rentables aux investissements publics. Par conséquent, cet investissement est un facteur de rupture d'égalité devant l'accès au très haut débit.

Pour garantir le très haut débit pour tous et partout, il est nécessaire d'affirmer et d'ancrer le choix d'un réseau 100 % public. Ce choix permet de maîtriser les calendriers de déploiement, l'harmonisation du déploiement et de garantir à tous un égal accès aux outils du numérique.

### ➤ UN DÉPLOIEMENT 100 % FTTH : LE FTTH POUR TOUS ET PARTOUT

Indéniablement, le FTTH est, et restera la technique la plus performante. La fibre répond à l'évolution des usages et au développement de la connectivité dans l'ensemble des actes domestiques ou économiques. Les réseaux fibres jusqu'à l'abonné, permettent de bénéficier des avantages de la fibre optique sur l'ensemble de la ligne : très haut débit, stabilité du signal, symétrie, robustesse de l'installation pour tous les usages concernés.

### ➤ 100% DES ENTREPRISES RACCORDÉES : L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

La connectivité des entreprises est une priorité de Périgord Numérique et le déploiement de la fibre permettra aux entreprises de bénéficier du FTTH ou du FTTO (Fiber to the Office) en fonction de leurs besoins. Le plan « Périgord entreprises » sera conforté afin d'accompagner les entreprises dans le choix des solutions et des offres des opérateurs. Il est évident que l'attractivité économique de notre territoire passe par cet aménagement numérique. Cet aménagement permettra aux entreprises d'avoir accès à des abonnements et des services dédiés, performants, avec un débit garanti, une garantie de temps de rétablissement, et d'un panel d'outils et de services professionnels.

Plus que jamais la fibre, constitue un enjeu majeur dans le cadre de la transition ou révolution numérique et concerne toutes les entreprises, de la TPE, à la PME, à la grande entreprise. Cette transformation numérique est un véritable enjeu de développement, d'innovation, de croissance pour nos entreprises, qui seront demain dans un système de communication qui ne connaîtra plus les distances et les délais afférents à ces distances. Cette évolution ancrera ainsi nos entreprises dans nos territoires.

### ➤ RACCOURCISSEMENT DU DÉLAI DE DEPLOIEMENT : POUR TOUS ET PARTOUT EN 2025

La fibre supprime les inégalités et crée de la valeur ajoutée. C'est pour cela qu'elle doit être déployée le plus rapidement possible sur 100% du territoire.

Les dernières analyses techniques et financières portées par le SMPN et la SPL NATHD montrent que plus la fibre est déployée rapidement, plus importantes sont les redevances de sa location. Cela permet donc, dans le cadre d'une révision du SDTAN de raccourcir le délai de déploiement sur la Dordogne au profit de l'ensemble du territoire, sur la base d'un modèle économique qui promet de couvrir les annuités du grand emprunt.



ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME

➤ INVESTISSEMENTS NÉCESSAIRES : 100% COUVERTS PAR LES REDEVANCES DE COMMERCIALISATION

Les nouvelles modalités de déploiement représentent 157 581 prises réalisées en 4 ans pour un coût de 286 113 k€. Cette contraction des phases 2 et 3 en une seule phase 2 est assise sur les éléments financiers détaillés conformément à la délibération 2019-002 votée le 11 mars 2019 (cf. annexe 1- Plan d'affaires). Ils sont résumés ici :

**RÉPARTITION DES RECETTES PRÉVISIONNELLES EN INVESTISSEMENT PAR FINANCEUR POTENTIEL**

	Hypothèse 1		Hypothèse 2	
	Subvention	% (*)	Subvention	% (*)
<b>Subventions dont :</b>	<b>111 781 k€</b>	<b>39%</b>	<b>111 781 k€</b>	<b>35%</b>
FSN	0 k€	0%	0 k€	0%
FEDER	10 184 k€	4%	10 184 k€	4%
Région	40 491 k€	14%	40 491 k€	14%
Département	40 080 k€	14%	40 080 k€	14%
EPCI	9 199 k€	3%	9 199 k€	3%
SDE24	11 827 k€	4%	0	0%
Emprunt SMPN	<b>174 333 k€</b>	<b>61%</b>	<b>186 160 k€</b>	<b>65%</b>
<b>TOTAL (subventions + emprunt) : AP</b>	<b>286 113 k€</b>	<b>100%</b>	<b>286 113 k€</b>	<b>100%</b>

(\*) taux identiques à ceux de la phase 1

Un nouveau plan de financement a été présenté. Ce dernier mobilise à la fois les crédits nécessaires dans le cadre d'un grand emprunt pour la modernisation et l'attractivité du Périgord, et les aides des contributeurs qui seront identiques en volume aux prévisions financières.

Ainsi, à compter de 2022, la participation financière annuelle de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson passera à 68 795 € par an, calculée pour chaque EPCI au prorata de la population.

Section : INVESTISSEMENT	DÉPENSES
Imputation : <b>2041582</b> Enveloppe : <b>343 975 €</b> Autorisation de programme de l'exercice votée	Montant total <b>343 975 €</b> Tableau joint

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

Phasage des crédits de paiement votés :	Année	Montant
	2022	68 795 €
	2023	68 795 €
	2024	68 795 €
	2025	68 795 €
	2026	68 795 €

EN CONSÉQUENCE,

Considérant la délibération 2019-007 : RÉVISION DU SCHÉMA DIRECTEUR TERRITORIAL D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE : DORDOGNE-PERIGORD, 100% FIBRE EN 2025, UN TERRITOIRE MODERNE ET ATTRACTIF, votée à l'unanimité le 29 mars 2019 lors du Comité Syndical auquel participaient les représentants des EPCI de la Dordogne,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- ✓ **VALIDE** la participation financière de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson pour les travaux de la phase 2 (2022/2025) du déploiement du Très Haut Débit par le Syndicat Mixte Périgord Numérique, d'un montant annuel de 68 795 € et qui sera versé à partir de 2022 jusqu'en 2026 compris,
- ✓ **VALIDE** le projet de convention, ci-joint en annexe, entre la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson et le Syndicat Mixte Périgord Numérique qui définit les termes de coopération entre les signataires,
- ✓ **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les documents et à effectuer toutes les démarches pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Président  
Thierry BOIDÉ

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

L'an deux mille dix-neuf, le trente-et-un juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf, en session ordinaire à Minzac sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 19 juin 2019

Présents : Patrice CAIGNARD, Maryse BRAIT, Michel FRICHO, Sylvie CROSOIR, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Jean-Thierry LANSADÉ, Jean-Luc FAVRETTO, Christophe MARCETEAU, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Thierry HÉRITIER, Éric REY, Annie MAIGRE, Thierry BOIDÉ, Yveline TESSONNEAU, Gérard BONNAMY, Jocelyne ARSIGNY, Colette GALERI, Didier FOURCAUD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Magalie LEPLET

Pouvoirs : Hélène DENOST à Thierry BOIDÉ, Karine LEY à Christian GALLOT, Bernard GOYER à Yveline TESSONNEAU, Philippe FAYET à Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Annie MAIGRE

Membres en exercice : 31 Présents : 24 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : FPIC 2019 - RÉPARTITION DÉROGATOIRE LIBRE**

Monsieur le Président rappelle son engagement lors de la réunion du Bureau du 14 juin 2018 du maintien des montants du FPIC 2018 si ceux-ci venaient à être diminués en 2019.

Il précise qu'au vu de la répartition de droit commun du FPIC 2019, 14 des 18 communes de la Communauté de Communes voient leur attribution diminuer par rapport à l'année 2018.

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire de définir librement la nouvelle répartition et fait la proposition suivante :

COMMUNES	2018 de droit commun	2019 de droit commun	Proposition
BONNEVILLE ET SAINT AVIT DE FUMADIÈRES	4 259	4 529	4 259
CARSAC DE GURSON	3 197	3 038	3 197
FOUGUEYROLLES	8 694	8 533	8 694
LAMOTHE MONTRAVEL	16 831	16 537	16 831
MINZAC	7 078	6 937	7 078
MONTAZEAU	4 902	4 710	4 902
MONTCARET	20 804	20 592	20 804
MONTPEYROUX	6 985	6 654	6 985
NASTRINGUES	1 524	1 699	1 524
SAINT ANTOINE DE BREUILH	22 924	20 811	22 924
SAINT GÉRAUD DE CORPS	3 240	2 305	3 240



**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

<b>COMMUNES</b>	<b>2018 de droit commun</b>	<b>2019 de droit commun</b>	<b>Proposition</b>
SAINT MARTIN DE GURSON	6 178	6 313	6 178
SAINT MÉARD DE GURÇON	11 443	11 514	11 443
SAINT RÉMY SUR LIDOIRE	8 299	8 191	8 299
SAINT SEURIN DE PRATS	7 664	7 564	7 664
SAINT VIVIEN	4 232	4 025	4 232
VÉLINES	15 303	15 104	15 303
VILLEFRANCHE DE LONCHAT	14 776	14 629	14 776
<b>TOTAL COMMUNES</b>	<b>168 333</b>	<b>163 685</b>	<b>168 333</b>
CDC MONTAIGNE MONTRAVEL GURSON	175 251	178 930	174 282
<b>TOTAL ENSEMBLE INTERCOMMUNAL</b>	<b>343 584</b>	<b>342 615</b>	<b>342 615</b>

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte la proposition et autorise Monsieur le Président à signer tous les documents et à effectuer toutes les démarches pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Président  
Thierry BOIDÉ

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

L'an deux mille dix-neuf, le trente-et-un juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf, en session ordinaire à Minzac sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 19 juin 2019

Présents : Patrice CAIGNARD, Maryse BRAIT, Michel FRICHOU, Sylvie CROSSOIR, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Jean-Thierry LANSADE, Jean-Luc FAVRETTO, Christophe MARCETEAU, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Thierry HÉRITIER, Éric REY, Annie MAIGRE, Thierry BOIDÉ, Yveline TESSONNEAU, Gérard BONNAMY, Jocelyne ARSIGNY, Colette GALERI, Didier FOURCAUD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Magalie LEPLET

Pouvoirs : Hélène DENOST à Thierry BOIDÉ, Karine LEY à Christian GALLOT, Bernard GOYER à Yveline TESSONNEAU, Philippe FAYET à Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Annie MAIGRE

Membres en exercice : 31 Présents : 24 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : EMPRUNT LIGNE FERROVIAIRE**

Monsieur le Président rappelle que pour les besoins de financement de l'opération de réfection de la ligne ferroviaire Libourne-Bergerac, il est opportun de recourir à un emprunt d'un montant de 261 000,00 € et que cette opération a été prévue au BP 2019.

Le Conseil Communautaire après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LBP-2019-08 y attachées, proposées par La Banque Postale, et après en avoir délibéré,

**DÉCIDE A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt**

Score Gissler : 1A  
Montant du contrat de prêt : **261 000,00 €**  
Durée du contrat de prêt : **20 ans**  
Objet du contrat de prêt : financer les investissements

**Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/10/2039**

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : **261 000,00 €**

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 11/09/2019, en une fois avec versement automatique à cette date.

**Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 1,11 %**

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts : **périodicité trimestrielle**

Mode d'amortissement : **échéances constantes**

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Commission

Commission d'engagement : **0,10 % du montant du contrat de prêt, soit 261,00 €.**

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale.

Le Président  
Thierry BOIDÉ

-----  
**DÉLIBÉRATION DE19-063A**

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

L'an deux mille dix-neuf, le trente-et-un juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf, en session ordinaire à Minzac sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 19 juin 2019

Présents : Patrice CAIGNARD, Maryse BRAIT, Michel FRICHOU, Sylvie CROSOIR, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Jean-Thierry LANSADÉ, Jean-Luc FAVRETTO, Christophe MARCETEAU, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Thierry HÉRITIER, Éric REY, Annie MAIGRE, Thierry BOIDÉ, Yveline TESSONNEAU, Gérard BONNAMY, Jocelyne ARSIGNY, Colette GALERI, Didier FOURCAUD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Magalie LEPLET

Pouvoirs : Hélène DENOST à Thierry BOIDÉ, Karine LEY à Christian GALLOT, Bernard GOYER à Yveline TESSONNEAU, Philippe FAYET à Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Annie MAIGRE

Membres en exercice : 31 Présents : 24 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : SUPPRESSION ET CRÉATION DE POSTE**

Monsieur le Président rappelle au Conseil Communautaire, la délibération DE18-049A, prise en date du 20 juin 2018, et relative à la création, à la date du 1<sup>er</sup> juin 2018, d'un poste d'Agent de maîtrise principal, pour une durée hebdomadaire de 35h.

Monsieur le Président indique que suite à l'aptitude à la promotion interne de Technicien d'un agent, il y a lieu de procéder à :

- ✓ la suppression du poste d'Agent de maîtrise principal à compter du 31 août 2019, pour une durée hebdomadaire de 35h ;
- ✓ la création d'un poste de Technicien à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, pour une durée hebdomadaire de 35h.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, accepte cette proposition et autorise le Président à signer tous les documents et à effectuer toutes les démarches pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Président  
Thierry BOIDÉ

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

L'an deux mille dix-neuf, le trente-et-un juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf, en session ordinaire à Minzac sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 19 juin 2019

Présents : Patrice CAIGNARD, Maryse BRAIT, Michel FRICHOU, Sylvie CROSSOIR, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Jean-Thierry LANSADE, Jean-Luc FAVRETTO, Christophe MARCETEAU, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Thierry HÉRITIER, Éric REY, Annie MAIGRE, Thierry BOIDÉ, Yveline TESSONNEAU, Gérard BONNAMY, Jocelyne ARSIGNY, Colette GALERI, Didier FOURCAUD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Magalie LEPLET

Pouvoirs : Hélène DENOST à Thierry BOIDÉ, Karine LEY à Christian GALLOT, Bernard GOYER à Yveline TESSONNEAU, Philippe FAYET à Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Annie MAIGRE

Membres en exercice : 31 Présents : 24 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : AMÉNAGEMENT DU BOURG DE LAMOTHE-MONTRAVEL - AVENANT**

Monsieur le Président rappelle la délibération DE18-042 du 2 mai 2018 portant sur les travaux d'aménagement du bourg de Lamothe-Montravel attribués à l'entreprise EUROVIA pour un montant de 1 846 319.43 € HT, soit 2 215 583.32 € TTC décomposé comme suit :

- ✓ Tranche ferme : 946 747.23 € HT, soit 1 136 096.68 € TTC.
- ✓ Tranche conditionnelle 1 : 899 572.20 €, soit 1 079 486.64 € TTC.

Il précise qu'il convient de faire un avenant pour la tranche ferme afin de notifier la plus-value pour l'aménagement Route de Bergerac ; et pour la tranche conditionnelle 1 afin de notifier la réalisation des travaux d'aménagement du Bourg de Montpeyrroux en lieu et place des rues de la Tour et du Port.

Concernant la tranche ferme, la plus-value s'élève à 64 953.76 € HT, soit 77 944.51 € TTC décomposée comme suit :

- ✓ Signalisation et déviation inhérentes à la circulation des Poids Lourds et Convoi Exceptionnel : 18 091.48 € HT, soit 21 709.78 € TTC.
- ✓ Reprise de structure des tranchées Eaux Pluviales en grave bitume sous les secteurs non repris en structure par le département (à la demande du Département) : 21 330.28 € HT, soit 25 596.34 € TTC.
- ✓ Réfection des bordures-caniveaux induite par la dégradation des Poids Lourds malgré l'interdiction : 25 532.00 € HT, soit 30 638.40 € TTC.



**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

Pour la tranche conditionnelle, Monsieur le Président précise que compte tenu des travaux réalisés par la commune de Lamothe-Montravel dans les rues du Port et de la Tour, rues initialement prévues au marché pour un montant de 529 229.23 € HT, soit 635 075.08 € TTC ; ces travaux ne seront pas réalisés dans le cadre de ce marché en tranche conditionnelle 1.

Monsieur le Président propose d'allouer le montant de ces travaux pour l'aménagement du bourg de Montpeyroux. Le détail estimatif présenté par le Maître d'Oeuvre s'élève à un montant de 526 572.20 € HT, soit 631 886.64 € TTC pour le montant de base et 16 398.40 € HT, soit 19 678.08 € TTC pour le montant de l'option correspondant au revêtement sur la voie des services techniques.

Il précise que pour le moment, le montant de la tranche conditionnelle 1 reste inchangé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, accepte ces propositions et autorise le Président à signer tous les documents et à effectuer toutes les démarches pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Président  
Thierry BOIDÉ

-----  
**DÉLIBÉRATION DE19-065A**

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

L'an deux mille dix-neuf, le trente-et-un juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf, en session ordinaire à Minzac sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 19 juin 2019

Présents : Patrice CAIGNARD, Maryse BRAIT, Michel FRICHOU, Sylvie CROSOIR, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Jean-Thierry LANSADE, Jean-Luc FAVRETTO, Christophe MARCETEAU, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Thierry HÉRITIER, Éric REY, Annie MAIGRE, Thierry BOIDÉ, Yveline TESSONNEAU, Gérard BONNAMY, Jocelyne ARSIGNY, Colette GALERI, Didier FOURCAUD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Magalie LEPLET

Pouvoirs : Hélène DENOST à Thierry BOIDÉ, Karine LEY à Christian GALLOT, Bernard GOYER à Yveline TESSONNEAU, Philippe FAYET à Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Annie MAIGRE

Membres en exercice : 31 Présents : 24 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : CONVENTION TRAVAUX PONT DE COURBARIEU A MINZAC**

Monsieur le Président rappelle au Conseil Communautaire que le Pont de Courbarieu sur la Route Départementale 121<sup>e</sup>, limitrophe entre le Département de la Gironde et la Communauté de Communes est fermé à la circulation depuis le mois de février 2017 suite à des désordres importants.

Il précise que le Département de la Gironde est prêt à assurer la Maîtrise d'œuvre de la reconstruction de cet ouvrage commun et qu'il a souhaité qu'une convention entre le Département de la Gironde et la Communauté de Communes soit établie afin de déterminer le rôle de chacun dans cette reconstruction, mais également dans la gestion de cet ouvrage.

Monsieur le Président précise que le coût financier estimé de cette opération s'élève à 60 000 € HT réparti par moitié entre les deux collectivités.

Il donne lecture de la convention et la propose au Conseil Communautaire, en précisant que le coût estimé de cette opération s'élève à 30 000 € HT pour la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, accepte cette proposition et autorise le Président à signer tous les documents et à effectuer toutes les démarches pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Président  
Thierry BOIDÉ

-----  
**DÉLIBÉRATION DE19-066A**

**ANNULE ET REMPLACE POUR ERREUR DE PLUME**

L'an deux mille dix-neuf, le trente-et-un juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf, en session ordinaire à Minzac sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 19 juin 2019

Présents : Patrice CAIGNARD, Maryse BRAIT, Michel FRICHOU, Sylvie CROSOIR, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Jean-Thierry LANSADE, Jean-Luc FAVRETTO, Christophe MARCETEAU, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Thierry HÉRITIER, Éric REY, Annie MAIGRE, Thierry BOIDÉ, Yveline TESSONNEAU, Gérard BONNAMY, Jocelyne ARSIGNY, Colette GALERI, Didier FOURCAUD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Magalie LEPLET

Pouvoirs : Hélène DENOST à Thierry BOIDÉ, Karine LEY à Christian GALLOT, Bernard GOYER à Yveline TESSONNEAU, Philippe FAYET à Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Annie MAIGRE

Membres en exercice : 31 Présents : 24 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : TRAVAUX DE RAFRAICHISSEMENT DU BÂTIMENT CŒUR D'ÉCOPÔLE**

Monsieur le Président rappelle le projet de travaux de rafraîchissement du bâtiment Cœur d'Écopôle, inscrit au budget 2019.

Il indique qu'une consultation a été lancée en procédure adaptée.

La date limite de remise des offres était fixée au 17 juillet 2019 et l'ouverture des plis a eue lieu le jour même par le Président et les Vice-présidents de la Communauté de Communes.

Après avis et analyse des documents, l'offre de l'entreprise APB a été retenue pour un montant total de 72 169.12 € HT, soit 86 602.95 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, accepte cette proposition et autorise le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de ce dossier.

Le Président  
Thierry BOIDÉ